

10 mai 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger, sur les relations entre la France et le Niger et sur la situation au Mali, à Paris le 10 mai 2013.

LE PRESIDENT : « C'est la troisième fois que je reçois M. Mahamadou ISSOUFOU, le Président du Niger. C'est vous dire la qualité de la relation entre nos deux pays et la confiance que nous nous témoignons mutuellement. Cette confiance nous l'avons également retrouvée au moment de l'intervention de la France au Mali puisque le Niger a été un partenaire immédiat et solide. Il est encore présent aujourd'hui, au Mali, puisqu'il y a plus de 650 hommes qui sont au contact avec la population malienne et qui permettent la sécurité.

Nous avons des relations bilatérales qui sont également de très bonne tenue j'allais presque dire « teneur » puisque nous avons la relation avec AREVA ! Nous en discutons régulièrement avec le Président pour que cela soit un partenariat qui puisse permettre à toutes les parties de gagner et d'avoir aussi une vision de la suite notamment par rapport à la mine. Nous faisons en sorte de trouver les bons compromis, y compris avec un partenariat chinois extérieur.

Il y a également une coopération économique qui est forte avec des projets chemins de fer, barrages sur lesquels nous avons également évoqué la présence de la France. Et puis, il y a une coopération militaire qui était engagée avant même l'opération Serval et qui se poursuit, là encore, sur des bases solides.

Nous avons parlé de la situation au Mali et notamment de la tenue d'élections à la fin du mois de juillet. Aussi bien le Président du Niger que moi-même, nous y sommes attachés. Je l'ai répété plusieurs fois : ces élections doivent avoir lieu, pour le peuple malien lui-même, pour l'exemple que nous devons donner à toute l'Afrique, et pour la légitimité qui doit être celle des autorités maliennes, à l'issue de ces élections, pour poursuivre le dialogue politique.

Ces élections doivent se tenir sur tout le territoire malien. J'insiste bien : sur tout le territoire malien. Aucune fraction du Mali ne doit être privée de la possibilité d'organiser le scrutin. Nous devons donc faire en sorte que l'administration malienne civile puisse être installée, partout, pour l'organisation de ces élections. A travers sa présence militaire, la France et d'autres armées y contribueront.

Nous avons également à préparer l'opération de maintien de la paix. Elle a été maintenant engagée mais elle ne se mettra en place qu'au mois de juillet, pour faire en sorte que les troupes africaines de la MISMA puissent y trouver pleinement leur place avec la France qui restera présente au Mali et autour du Mali.

Voilà toutes les raisons qui nous font penser que, non seulement, l'opération Serval a réussi militairement, mais quelle peut maintenant déboucher politiquement. Dans la lutte contre le terrorisme, la politique est aussi une arme. La démocratie, les élections, la sécurité, la qualité du développement, tout cela contribue à lutter contre le terrorisme.

C'est pourquoi, et cela sera mon dernier mot, nous allons nous retrouver une fois encore à Bruxelles, le 15 mai, pour la conférence qui concerne le Mali et plus largement le Sahel. Voilà le compte-rendu que je pouvais faire de mon entretien ».

M. ISSOUFOU : « A mon tour, je voudrais vous remercier d'avoir posé cette question qui me

permettra d'abord de remercier le président HOLLANDE d'avoir bien voulu me recevoir, comme il l'a dit, pour la troisième fois depuis un peu plus d'un an.

L'entretien que nous venons d'avoir a été pour nous l'occasion de réaffirmer la coopération bilatérale qui existe entre le Niger et la France, qui est une coopération très forte. La France intervient au Niger dans un certain nombre de domaines qui sont prioritaires pour le développement économique et social de notre pays. La France nous soutient dans le domaine de l'éducation, dans le domaine de la santé, dans le domaine de l'accès à l'eau pour les populations et surtout dans le domaine du développement durable.

Vous savez, nous sommes un pays du Sahel souvent soumis à des sécheresses de manière récurrentes et des sécheresses qui se transforment donc en famine. Je remercie le Président d'avoir bien voulu confirmer la poursuite du soutien français dans tous les domaines que je viens de signaler.

Nous avons évoqué également la question des discussions qui sont actuellement en cours avec AREVA sur un certain nombre de points. Je pense que ces discussions évoluent dans la bonne direction. Nous trouverons un compromis qui permettra d'équilibrer le partenariat entre le Niger et AREVA dans le cadre de l'exploitation de l'uranium.

Enfin nous avons, comme l'a dit le Président, évoqué la situation sécuritaire dans la zone du Sahel et en particulier la situation au Mali. Comme vous le savez, au Mali nous avons un objectif politique majeur, c'est la restauration de l'intégrité territoriale du Mali, c'est la restauration de l'ordre constitutionnel et l'organisation d'élections libres et transparentes dans un Mali démocratique et laïque.

Pour atteindre ces objectifs politiques, il y avait un but militaire que l'on s'était fixé, c'était de chasser les terroristes et les trafiquants du Nord Mali. Je profite donc de l'occasion pour féliciter et remercier, d'abord, le président HOLLANDE pour la décision courageuse qu'il a eue à prendre d'intervenir au Mali. Son intervention au Mali a permis d'obtenir des résultats militaires importants et l'intervention de la France contribue, comme vous le savez, à assurer la sécurité, également du Niger. C'est pourquoi je le remercie pour cette intervention courageuse et je lui félicite aussi pour les résultats militaires obtenus.

Aujourd'hui, nous pouvons considérer que les terroristes et les trafiquants de drogue sont militairement vaincus même s'ils vont continuer à développer des actions asymétriques. Pas plus tard que ce matin, il y a eu une action sur Ménaka. Vous savez que le Niger est présent à Gao, à Ansongo et à Ménaka. Ce matin, à 5h, un kamikaze a essayé de faire exploser son véhicule dans le camp où se trouve le contingent nigérien. Fort heureusement, les éléments de l'armée nigérienne ont réagi et ont pu détruire ce kamikaze à temps. Voilà ces actions asymétriques qui vont continuer à se développer, mais militairement on peut considérer que les djihadistes sont vaincus.

Il reste maintenant l'objectif politique, c'est l'organisation d'élections. Le Président vient de le dire. Nous tenons à ce que ces élections aient lieu le plus rapidement possible. Il est important que ces élections s'organisent sur l'ensemble du territoire malien. Tous les Maliens, quel que soit leur lieu de résidence, doivent jouir de leur droit de vote. Nous ferons en sorte que des dispositions soient prises pour qu'il en soit ainsi ».

QUESTION : « Quelles mesures sont-elles prises pour assurer la sécurité d'AREVA ? »

M. ISSOUFOU : « Les problèmes de sécurité sont des problèmes globaux, que cela soit par rapport à des sites stratégiques où AREVA et ses filiales exploitent l'uranium ou par rapport à d'autres sites. N'oubliez pas que le Niger est producteur de pétrole. Nous prenons des dispositions sécuritaires pour protéger tous les sites du pays. Nous prenons des dispositions sécuritaires pour défendre notre territoire, pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire nigérien.

Nous y sommes arrivés. Malgré les menaces qui nous entourent, malgré la situation en Libye, la situation au Mali, la situation aussi sur notre flanc sud au Nigeria, le Niger est resté un havre de paix, compte-tenu des dispositions que l'on a su prendre. Nous allons continuer à renforcer ces dispositions, surtout grâce au soutien français dans les domaines sécuritaire et militaire ».

QUESTION : « Avez-vous évoqué les otages ? »

LE PRESIDENT : « Je n'oublie pas qu'un certain nombre de nos compatriotes travaillaient au Niger quand ils ont été enlevés. Ensuite, ils ont été emmenés au Mali. Nous avons donc évoqués, bien sûr, tous les contacts que nous pouvons établir pour permettre la libération de nos otages. Je le dis à chaque fois : cela reste l'objectif que nous poursuivons. L'intervention militaire au Mali n'a rien changé par rapport à cet enjeu ».

QUESTION : « Allez-vous accélérer le calendrier AREVA ? Etes-vous satisfait du contrat de partage actuel ? »

M. ISSOUFOU : « Concernant le gisement d'Inouraren, c'est vrai que nous avons eu des retards pour des raisons qui ne dépendent pas totalement d'AREVA. La situation sécuritaire que vous connaissez a contribué à allonger les délais de réalisation du projet. Mais là, nous sommes sur un calendrier sur lequel nous nous sommes entendus avec AREVA. Nous pensons qu'à la mi-2015 ou, au plus tard, en septembre 2015, on sortira le premier uranate du gisement. Par rapport à cela, il n'y a donc pas de problème. Nous comprenons qu'il y avait des raisons objectives pour retarder le projet. Mais nous sommes tombés d'accord sur la agenda qui permettra de mettre en exploitation ce gisement.

Sur le contrat de partage, il n'y a pas de problème. On s'est entendu déjà avec une convention de partage entre AREVA et le Niger ».

QUESTION : « La date des élections au Mali a-t-elle changé ? »

LE PRESIDENT : « Non, c'est la date qui avait été fixée par les autorités maliennes. C'est la date qu'ils choisiront. Nous avons dit : « d'ici fin juillet ». Nous ne fixons pas la date précise des élections !

Toutes les fractions du territoire malien doivent être capables d'organiser des élections, Kidal comme le reste des villes maliennes. Il peut y avoir une administration malienne pour organiser ce scrutin. L'armée française, les armées qui sont présentes, au titre de la MISMA doivent y contribuer.

Pour l'instant, il s'agit d'accompagner l'administration malienne pour permettre d'organiser des élections. Après, il y aura le dialogue politique. Mais il ne peut pas être accepté je l'ai toujours dit que des groupes armés demeurent au Mali coupés de la souveraineté du Mali représenté par ses autorités légitimes ».

QUESTION : « C'est-à-dire que le retrait des troupes françaises au Mali, ce n'est pas pour demain ? »

LE PRESIDENT : « C'est pour demain pour une part. Pour après demain, pour une autre part. Nous avons toujours dit que nous garderions, à la fin de l'année, à peu près 1 000 soldats. Il y a aussi des présences qui sont hors du Mali et qui peuvent d'ailleurs intervenir s'il devait y avoir des menées terroristes ».

QUESTION : « La France va rester au Niger et jusqu'à quand ? »

LE PRESIDENT : « Nous en parlerons avec le Niger mais nous avons une présence pour, justement, sécuriser un certain nombre d'installations et pour accompagner les autorités du Niger, notamment pour la formation. La formation est un élément très important. Je me suis exprimé à Dakar là-dessus très clairement. C'est aux Africains eux-mêmes d'organiser leur propre sécurité. Si la France est intervenue, c'est parce qu'elle a été appelée par les autorités légitimes du Mali, par les Africains eux aussi, pour permettre ensuite aux Africains d'assurer la sécurité.

La France n'a pas vocation à rester durablement au Mali même si elle sera amenée à garder je l'ai dit jusqu'à la fin d'année un certain nombre de troupes, parce que il nous en est fait explicitement la demande. Nous ne ferions rien sans l'autorisation et même la requête des autorités maliennes ».

M. ISSOUFOU : « Et puis en plus, par rapport à cela, vous savez qu'il y a quand même une mission des Nations Unies qui va prendre le relais de la MISMA. Nous en avons d'ailleurs parlé avec le Président. Cette mission doit être une mission très forte, cela ne doit pas être le type de mission classique des Nations Unies. C'est une mission qui doit avoir un mandat fort, un mandat offensif, pour pouvoir faire face aux actions asymétriques que vont développer les terroristes au Mali ».

11111 ».

QUESTION : « Vous faites le pont M. le Président ? »

LE PRESIDENT : « Le pont entre le Niger et la France, oui. Mais pas d'autre pont ! »

QUESTION : « Quelle va être l'implication du Niger dans l'organisation des élections présidentielles au Mali ? »

M. ISSOUFOU : « Le Niger ne va pas intervenir dans les élections présidentielles au Mali. Ce sont des élections qui vont être organisées par les Maliens eux-mêmes. Il y a une commission électorale nationale indépendante qui est mise en place au Mali. Le Mali a l'expérience des élections, il n'y a pas besoin que d'autres pays interviennent dans le processus électoral au Mali. Mais nous contribuons à créer les conditions, comme la dit le Président, pour que ces élections-là soient libres et transparentes, sur l'ensemble du territoire malien, y compris à Kidal ».

QUESTION : « Et vous êtes confiants ? Avec les conditions de sécurité actuelles ? »

M. ISSOUFOU : « Oui, nous sommes confiants, le Président vient de le dire d'ailleurs. Le seul problème que nous avons jusqu'ici, c'est l'absence de l'administration malienne à Kidal. Ce problème va probablement être réglé très rapidement dans les prochains jours. Et une fois que cela sera réglé, toutes les conditions seront alors réunies pour que les élections se déroulent à la date prévue sur l'ensemble du territoire malien.

N'oubliez pas que l'on était à quelques mois des élections quand il y a eu le coup d'état du 22 mars 2012. Les Maliens étaient donc déjà prêts à organiser le scrutin. Malheureusement les événements que vous connaissez ont compromis la tenue de ces élections ».

LE PRESIDENT : « Il y avait en plus une tradition démocratique au Mali, qui avait fait, un moment, de ce pays un exemple ».

M. ISSOUFOU : « Exactement ! ».

QUESTION : « Pouvez-vous nous donner des indications sur les otages au Niger ? »

M. ISSOUFOU : « Il me semble que le Président vous a déjà répondu. Je n'ai pas à revenir sur la question ».

QUESTION : « Plusieurs organisations, au Tchad, s'inquiètent de ce qui se passe en ce moment, la série d'arrestations, notamment de députés. Certains pensent que cela a un lien avec le Mali »

LE PRESIDENT : « Mais même si il n'en y avait pas vous le feriez quand même, donc allez-y ! »

QUESTION : « Certains disent que le président DEBY a aujourd'hui carte blanche, après son implication au Mali, pour mener ces arrestations. Quelle est, aujourd'hui, la lecture que vous en faites ? »

LE PRESIDENT : « Le Tchad a joué un rôle important dans l'intervention au Mali et je l'ai plusieurs fois salué. Mais, pour autant, les règles que nous posons, les principes qui sont les nôtres, doivent être respectés partout, y compris au Tchad. Voilà ce que je peux vous dire. Merci ».